

8 juin 2017

**Les travailleurs de Stelco votent  
en faveur de la nouvelle convention collective**

**Le pouvoir de priver de l'oligarchie  
financière et de son État doit être  
contesté et mis en échec**



**Les travailleurs de Stelco votent en faveur de la nouvelle convention collective**

- Le pouvoir de priver de l'oligarchie financière et de son État doit être contesté et mis en échec
- Est-ce que Stelco va être suffisamment américaine?

**Les travailleurs du secteur minier et métallurgique du Québec luttent pour leurs droits**

- Les travailleurs de la mine Niobec déclenchent la grève contre les demandes de concessions de Magris Resources
- Les grévistes de CEZinc et leurs alliés manifestent à l'assemblée des actionnaires de Glencore en Suisse

**1er juin -- 34e journée des travailleurs accidentés de l'Ontario**

- L'indemnisation est un droit! -- Nous n'abandonnerons jamais notre lutte!

**Les travailleurs de Stelco votent en faveur de la nouvelle convention collective**

## **Le pouvoir de priver de l'oligarchie financière et de son État doit être contesté et bloqué**



**Assemblée des retraités organisée par la section 1005 du Syndicat des Métallos pour examiner l'entente de principe, le premier juin 2017 au Palais des congrès de Hamilton**

*Forum ouvrier* transmet ses salutations militantes à la section locale 1005 du Syndicat des Métallos, à son exécutif, à ses membres et à ses retraités. La section locale 1005 a agi de façon honorable dans le contexte de la situation difficile à laquelle font face ses membres, ses retraités et les communautés de l'acier. L'État canadien, en particulier les gouvernements ontarien et fédéral, de même que la Cour supérieure ont succombé aux demandes des impérialistes américains. L'État a remis Stelco steelworks à une autre bande d'oligarques américains tout en séparant la nouvelle production de la valeur des responsabilités sociales qui accompagnent une position de pouvoir économique comme celle-là.

Les oligarques qui contrôlent US Steel et leurs comparses de l'oligarchie financière par le biais d'une compagnie appelée Bedrock ont conçu un plan pour mettre à l'abri Stelco steelworks à Hamilton et Nanticoke de toute responsabilité envers les pensions, les avantages sociaux à la retraite, la restauration environnementale et différentes obligations en ce qui a trait aux paiements dus aux fournisseurs, entrepreneurs et créanciers non garantis. Ce plan anti-canadien a été accompli par le biais de la Cour supérieure de l'Ontario et du diktat antisocial de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). Ayant recours au pouvoir de priver de l'État canadien, l'oligarchie financière américaine a réussi à détourner la valeur des mains des métallos et salariés canadiens et d'autres comme eux au moyen de ce qui est largement considéré comme le vol légalisé de la LACC.

L'exécutif, les membres et les retraités de la section 1005 et leurs alliés à l'échelle du pays ont fait un effort immense pour bloquer ce vol légalisé et ce pouvoir de priver qu'ont les oligarques et leur État. Les métallos ont tenu un grand nombre de réunions et de rassemblements, ont prononcé des discours, distribué leur bulletin *Information Update* et visité d'autres travailleurs en Ontario et au Québec et aux États-Unis pour mobiliser l'opinion publique pour défaire les plans sinistres des oligarques financiers. Ils ont organisé une campagne militante centrée sur la prise de position que Non !, c'est Non ! Bien que cette phase de la lutte soit terminée, l'exécutif de la section 1005 s'est engagé à poursuivre la lutte pour défendre les droits des métallos, des retraités et des autres travailleurs peu importe les épreuves et les difficultés.

Le pouvoir d'État de l'oligarchie financière a eu recours à ses médias, à ses tribunaux et à ses

représentants politiques des partis cartellisés des parlements ontarien et fédéral pour mener une campagne de destruction de l'opinion publique et déclarer que la seule alternative au vol légalisé de ce qui revient de droit aux travailleurs est la liquidation de Stelco steelworks. L'oligarchie financière et sa machine d'État ont présenté un accord conclu d'avance où l'option est le vol légalisé ou la liquidation. Elles ont mobilisé leurs médias de masse, leurs experts universitaires et leurs économistes pour montrer, exemples à l'appui, que la liquidation n'était pas une menace en l'air mais bien ce que subiraient les travailleurs s'ils refusaient le vol légalisé de ce qui revient de droit aux travailleurs et aux retraités de Stelco et le vol d'un fabricant d'acier qui appartient aux Canadiens.

Ce qui se produit à Stelco démontre une fois de plus qu'une nouvelle direction de l'économie et du pays est nécessaire; une direction qui surmonte ses difficultés par le renouvellement des forces productives plutôt que par leur saccage; une nouvelle direction qui assume ses responsabilités sociales plutôt que de les abandonner et une nouvelle direction qui utilise le produit social de la production industrielle de masse pour le bien-être de tous dans le cadre d'un projet prosocial d'édification nationale.

L'obstacle auquel les travailleurs font face dans la réalisation de leur projet est le pouvoir de priver que possèdent l'oligarchie financière et sa machine d'État. La classe ouvrière comprend mieux maintenant la nécessité d'organiser ses forces et ses institutions indépendantes afin de devenir suffisamment forte pour priver l'oligarchie financière et son État du pouvoir de priver les travailleurs de leur projet d'édification nationale et de ce qui leur revient de droit.

### **La convention collective est adoptée à 63,8 % - Section locale 1005 du Syndicat des Métallos -**

La section locale 1005 du Syndicat des Métallos a tenu un vote de ratification le 6 juin 2017.

Les membres ont été informés du contenu de l'entente le 31 mai 2017.

Après avoir discuté pendant une semaine s'il était de leur intérêt d'adopter l'entente de principe, les membres ont voté à 63,8 % en sa faveur.

Sur un total possible de 518 travailleurs, 467 membres ont voté.

Il s'agit d'un taux de participation de 90 %.

Nous tenons à remercier les membres d'avoir voté en si grand nombre. Nous ne ferons pas d'autre commentaire ce soir.

Toute question doit être adressée directement à notre président Gary Howe au 905-547-1417 poste numéro un.

*(6 janvier 2017)*



---

## **Est-ce que Stelco va être suffisamment américaine?**

### *Une discussion servile au sein de l'élite dominante*

Des membres de l'élite dominante se sont engagés récemment dans une discussion dans les pages du

*Hamilton Spectator* qui tourne autour du sujet suivant: à quel point Stelco va-t-elle être « américaine » une fois que Bedrock Industries LP, une société de capital de risque de New York spécialisée dans l'achat d'actifs métallurgiques, miniers et de ressources naturelles, s'en sera emparé? Ils se sont demandés jusqu'à quel point Stelco a été américaine dans le passé et jusqu'à quel point elle devra l'être pour passer la barre sous l'administration Trump. Apparemment, l'objectif est d'être considéré comme suffisamment américain pour ne pas être puni par les règles de commerce « les États-Unis d'abord ».

En lisant les commentaires des experts universitaires et du président de Stelco, on se met à se demander si ces gens-là ont encore toute leur tête. La discussion, si on peut parler de discussion, est tellement irrationnelle que pour y participer il faut soi-même devenir irrationnel.

On lit ce qui suit dans un article du *Spectator* intitulé « Le facteur Trump et une Stelco sous la propriété de Bedrock: est-ce que d'avoir un propriétaire américain sera suffisamment américain ? » : « Selon le professeur de commerce de l'Université McMaster Marvin Ryder, une question importante dans les mois qui viennent va être comment la nouvelle Stelco restructurée va être considérée dans le contexte des changements aux règles du commerce. Sera-t-elle considérée comme étant américaine ou canadienne quand il sera question de vendre de l'acier aux États-Unis ? Il faudrait être Dieu pour répondre à cela. Quel critère va être utilisé pour déterminer si une compagnie est américaine ou canadienne ? Ça va devenir très intéressant', a-t-il dit. »



Autrement dit, la voie vers l'avant dans le cadre des « changements aux règles du commerce » c'est d'annexer le Canada encore plus profondément à l'Empire américain. Si la propriété et le contrôle sont américains, l'administration américaine va considérer le Canada comme un prolongement des États-Unis et un participant consentant à la campagne pour « redonner sa grandeur à l'Amérique ».

L'article se poursuit ainsi : « Lorsque le fabricant d'acier était une filiale de U.S. Steel, a dit Ryder, la compagnie était dans la meilleure position possible pour demander d'être considérée comme américaine et de jouir des mêmes droits que les fabricants d'acier aux États-Unis ou de droits similaires. »

La grande majorité des métallos et de leurs alliés sont probablement d'avis qu'une Stelco filiale de U.S. Steel n'a pas mis celle-ci dans la « meilleure position possible ». La pire position, plutôt, si l'on en juge par ce qui s'est passé. Même le gouvernement Harper a fini par être excédé des manoeuvres de US Steel au point d'intenter une poursuite à l'effet qu'il avait brisé toutes les promesses qu'il avait faites en vertu de la *Loi sur Investissement Canada*. Bien sûr, dans une discussion irrationnelle, les faits ne comptent pas beaucoup.

L'article poursuit : « Plus récemment, cependant, la compagnie a rompu ses liens avec la maison-mère américaine et s'est établie en tant qu'entreprise canadienne indépendante, ce qui va dans la direction opposée. 'En se rebaptisant eux-mêmes Stelco, ils sont clairement devenus des Canadiens ', a dit Ryder. »



Ainsi, Stelco est passée de la « meilleure position » en tant que filiale d'une compagnie américaine et « considérée américaine » (une expérience désastreuse selon presque tout le monde) à la position de Stelco comme « entreprise canadienne indépendante, ce qui va dans la direction opposée ».

Peut-être alors, si on suit la discussion, que la prise de contrôle par Bedrock va-elle transformer cette direction opposée en « meilleure position » à nouveau puisqu'on a affaire à une filiale d'une entreprise américaine. Il semble cependant que le degré d'américanisation soit matière à débat car c'est possible que Stelco sous propriété et contrôle de Bedrock ne soit pas considérée comme une filiale américaine par l'administration Trump.

Ryder écrit que « maintenant, avec un propriétaire américain (Bedrock), ils peuvent être plus crédibles en se présentant comme étant américains. Ce n'est pas aussi bien que d'être US Steel Canada. Mais c'est mieux que « d'être de propriété canadienne ».

Merci vraiment de nous enlever ce poids-là sur nos épaules. La dernière chose que nous voulons, nous les Canadiens, c'est de posséder et de contrôler quoi que ce soit si cela va choquer les impérialistes américains. Avec Bedrock aux commandes, ce ne sera peut-être pas aussi bien « que d'être US Steel Canada », et bien sûr les travailleurs, les retraités, les fournisseurs locaux, les entrepreneurs et les communautés de l'acier n'ont que les meilleurs souvenirs de cette période. Si la discussion doit être irrationnelle, alors mieux vaut ignorer les conditions concrètes et oublier ce qui s'est passé quand Stelco a été une filiale puis est devenue indépendante. Mieux vaut ne pas écouter ces oiseaux de malheur de la section Locale 1005 du Syndicat des Métallos qui disent amèrement que les Canadiens ont fait l'objet de « vol légalisé » sous le joug de US Steel. Au moins Ryder nous rassure-t-il à l'effet que « la prise de contrôle de Bedrock » est mieux que « d'être de propriété canadienne » parce que les Canadiens ne seraient jamais capables d'édification nationale et vont mieux se porter s'ils sont des sujets de l'Empire américain et que les Trump, Obama, Clinton et tous les autres vont penser à notre place et prendre toutes les décisions à notre place.



Lorsqu'on a demandé à Michael McQuade, le président directeur général de Stelco la filiale et de Stelco l'indépendante qui prenait la « direction opposée », ce qui était préférable, une filiale ou une entreprise indépendante, il a répondu : « Très bonne question ! Je ne connais pas la réponse ! »

McQuade est probablement demeuré évasif parce que l'irrationalité de la question l'a mis sur la sellette. Il sait très bien, ayant été au centre de tout ce chaos, que ni Stelco ni toute autre entreprise ne peuvent être indépendantes au sein d'une économie dépendante captive de la Forteresse Amérique du Nord dirigée par les États-Unis.

La classe ouvrière s'oppose résolument à ce non-sens qui provient de l'élite dominante. Celle-ci ne parle pas au nom des travailleurs canadiens, des jeunes et de leurs alliés. La classe ouvrière canadienne a une vision des choses, un objectif et des points de vue entièrement différents, à Stelco et en général. Une nouvelle direction prosociale indépendante est possible et nécessaire. La seule voie vers l'avant est que les Canadiens exercent leur contrôle sur leurs affaires économiques et politiques, plutôt que d'être assujettis, sans contrôle aucun, à la Forteresse Amérique du Nord dirigée par les États-Unis.

Joignez-vous au travail pour organiser un projet d'édification nationale moderne qui place la souveraineté dans les mains du peuple et assure son contrôle sur toutes les affaires qui concernent notre travail et nos vies.



---

**Les travailleurs du secteur minier et métallurgique du Québec  
luttent pour leurs droits**

## **Les travailleurs de la mine Niobec déclenchent la grève contre les demandes de concessions de Magris Resources**



Le mardi 6 juin, les 280 travailleurs de la mine Niobec à Saint-Honoré-de-Chicoutimi dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean au Québec ont déclenché la grève contre les demandes de concessions de leur employeur Magris Resources. La convention collective de ces travailleurs est échue depuis le 1er mai et les négociations pour le renouvellement de la convention ont débuté en janvier et n'ont rien donné. Les travailleurs, qui sont membres de la section locale 666 du syndicat Unifor, se sont réunis en assemblée générale dans l'après-midi du 6 où ils ont rejeté à 97 % l'offre finale de Magris. Sur une possibilité de 280 travailleurs, 247 travailleurs ont participé à l'assemblée générale. Les travailleurs ont dressé leurs lignes de piquetage et installé leur roulotte près de l'entrée de la mine.

Dans un communiqué publié juste après le déclenchement de la grève, le syndicat Unifor indique que les principaux points ayant poussé les travailleurs à la grève sont les demandes de Magris de geler les primes auxquelles les travailleurs ont présentement droit selon la convention collective, de geler la participation de l'employeur dans le régime de retraite pour la durée de la convention, de diminuer les libérations syndicales et de forcer les syndicats à se désister de tous les griefs en cours. Dans des déclarations aux médias, les travailleurs ont fait mention de « demandes drastiques » de concessions qui abaisseraient les standards qu'ils ont atteints en santé et sécurité et dans d'autres aspects et ils ont dénoncé l'offre de la compagnie comme une véritable provocation. Ils ont mentionné qu'ils se battent pour le maintien et l'amélioration des standards de l'extraction minière et du niveau de vie des gens de la région.

Dans une lettre publiée sur le site web de la section locale, un travailleur écrit que les conditions n'ont cessé de se détériorer depuis que la société minière Magris a acquis la mine Niobec au début de 2015. Le travailleur parle de mises à pied de travailleurs, de négligence dans l'entretien de

l'équipement et de l'augmentation de la production sans se soucier de la capacité des équipements de soutenir cette augmentation. Le travailleur utilise l'expression « run to fail » ce qui veut dire utiliser les équipements jusqu'à ce qu'ils se brisent avant de faire de la maintenance Il dénonce aussi la compagnie qui conteste et ignore systématiquement les interventions des travailleurs qui pointent du doigt les conditions non sécuritaires qui règnent à la mine.

La mine Niobec a été achetée au début de 2015 par la société minière Magris Resources basée à Toronto du géant minier Iamgold également basé à Toronto. Magris s'est associée à CEF Holdings, de Hong Kong, et au gestionnaire d'investissements Temasek, de Singapour, pour acheter Niobec.

La mine Niobec est un des principaux producteurs de niobium dans le monde et le seul en Amérique du Nord. Le niobium est un agent d'alliage qui permet d'alléger tout en renforçant la résistance des matériaux auxquels il est ajouté. Il est notamment utilisé dans l'industrie automobile, aéronautique et pétrochimique et dans la construction de pipelines et de ponts.



## Les grévistes de CEZinc et leurs alliés manifestent à l'assemblée des actionnaires de Glencore en Suisse



Le 24 mai dernier, les membres de la section 6486 du Syndicat des Métallos en grève chez CEZinc à Salaberry-de-Valleyfield au Québec de même que leurs alliés d'autres syndicats se sont fait entendre à l'extérieur et à l'intérieur de l'assemblée générale des actionnaires de l'oligopole minier Glencore à Cham en Suisse. Les travailleurs de CEZinc sont en grève depuis le 12 février dernier contre les attaques à leurs pensions. L'usine de Salaberry-de-Valleyfield est exploitée par Glencore qui est co-proprétaire de CEZinc avec le Fonds de revenu Noranda. Glencore contrôle le fonds par son bloc de 25 % d'actions et est le fournisseur exclusif du minerai de fer de l'usine et l'acheteur exclusif du métal de zinc que produisent les travailleurs. C'est également Glencore qui exploite l'usine de Salaberry-de-Valleyfield. Le Syndicat des Métallos a décidé d'organiser une campagne mondiale contre Glencore pour faire pression sur celui-ci afin qu'il retire ses demandes de concessions dans le régime de retraite et l'intervention à l'assemblée des actionnaires en Suisse faisait partie de cette campagne.

Aux Métallos venus du Québec se sont joints des travailleurs membres du syndicat suisse UNIA, qui est le plus grand syndicat du secteur privé de ce pays, et du syndicat international IndustriALL. Ils ont manifesté pour dénoncer le refus de négocier de Glencore et demandé que celui-ci négocie sérieusement en retirant ses demandes de concessions. Deux représentants des Métallos sont ensuite

entrés pour assister à l'assemblée, détenteurs de procurations d'actionnaires leur permettant de prendre la parole et de poser des questions. Ils ont appelé les actionnaires à demander que Glencore négocie pour en arriver à un règlement acceptable aux travailleurs.

« Ce sont des emplois durs physiquement, à des températures souvent élevées, en présence de nombreux contaminants », a fait valoir l'un d'entre eux. « Cette tendance des multinationales à presser le citron des conditions de travail est dépassée. Les travailleurs doivent être considérés comme des partenaires essentiels. Ils doivent pouvoir garder les acquis gagnés de hautes luttes par les générations passées et obtenir un bon contrat de travail. »

À la manifestation et à l'intérieur de l'assemblée, les travailleurs présents ont aussi dénoncé les attaques de Glencore contre ses travailleurs dans d'autres pays comme le Pérou, l'Australie, la Colombie et la République démocratique du Congo. Ils ont notamment dénoncé le fait que seize travailleurs aient été tués en 2016 dans les installations de Glencore et que les rapports sur les causes des décès n'ont même pas encore été communiqués officiellement. En plus, ils ont souligné qu'environ 86 travailleurs ont été atteints de maladies professionnelles dans la même année et que Glencore n'a rien fait pour fournir une juste indemnisation à ces travailleurs et améliorer les conditions de santé et de sécurité dans ses installations.

L'action à l'occasion de l'assemblée des actionnaires s'est tenue au moment où les travailleurs de la mine de charbon de Oaky North en Australie, qui appartient à Glencore, poursuivent leur grève entreprise quelques semaines plus tôt contre les demandes de réduction de salaires, de chambardement des horaires de travail, d'abaissement des normes de sécurité et de réduction de la représentation syndicale dans différents aspects de la vie à la mine.

Dans le cas de CEZinc, Glencore et le Fonds de revenu Noranda demandent l'introduction d'un système par lequel les travailleurs doivent prendre une partie de leur salaire pour le transférer dans le régime de retraite pendant que la compagnie réduit du même montant la valeur qu'elle y met. Ils demandent aussi que l'âge de départ des travailleurs à la retraite anticipée soit reporté dans le temps.

Les travailleurs, qui font valoir que le régime de retraite est entièrement solvable et même capitalisé à 114 %, rejettent ces attaques contre un régime que les travailleurs ont bâti de haute lutte et qui doit rester en place pour eux-mêmes et les générations futures de travailleurs.

*(Photos : IndustriALL)*



---

**1er juin -- 34e journée des travailleurs accidentés de l'Ontario**

**L'indemnisation est un droit! --  
Nous n'abandonnerons jamais notre lutte!**

Les travailleurs accidentés et leurs alliés ont marqué la 34e Journée des travailleurs accidentés de l'Ontario par des actions militantes où ils ont affirmé qu'ils n'abandonneront pas leur lutte pour une indemnisation complète et juste pour tous les travailleurs accidentés ou devenus malades au travail et pour des conditions de travail saines et sécuritaires.





Femmes d'inspiration, un groupe d'appui aux travailleuses accidentées, a débuté les événements du 31 mai pour la onzième année par la vigile « Nuit sans sommeil à Queen's Park ». Les vigiles veulent attirer l'attention des députés sur la situation des travailleuses accidentées qui passent des nuits blanches à cause de la douleur due à leurs blessures et du stress aigu lié au refus du gouvernement d'assumer ses responsabilités en leur fournissant indemnité et appui. Les vigiles célèbrent aussi la résilience des femmes et leur lutte pour obtenir justice pour les travailleurs accidentés. La vigile de cette année comprenait un programme culturel animé sous la direction des Chanteurs pour la justice. Les participants de Cyclistes pour la justice ont été salués lors de leur arrivée après une semaine de trajet qui a débuté à Ottawa. Plusieurs jeunes femmes ont parlé avec passion de se joindre à la lutte pour la justice pour les travailleurs accidentés et pour des lieux de travail sécuritaires et sains, dont une jeune femme qui a parlé avec émotion de la manière dont elle a surmonté les difficultés suite à une commotion au travail et dont elle a participé à la lutte organisée pour changer la situation pour elle-même et les autres .

Le 1er juin, des centaines de personnes se sont rassemblées à Queen's Park pour un rassemblement et une marche pour réclamer justice pour les travailleurs accidentés, déclarant que « l'indemnisation est un droit - Nous n'abandonnerons jamais notre lutte! » Des membres du Réseau ontarien des groupes de travailleurs accidentés (ONIWG) provenant des villes du sud de l'Ontario ont été rejoints par des travailleurs du Syndicat des Métallurgistes, des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, de l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario, du Syndicat des Employés de la fonction publique de l'Ontario, de l'Alliance de la fonction publique du Canada, du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, d'Unifor et d'autres. Les nombreux autres participants comprenaient des contingents de l'Organisation des droits des femmes sud-asiatiques et du Centre ouvrier du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste). Le grand nombre de jeunes et d'activistes de nombreux syndicats qui ont participé au rassemblement et à la marche de cette année sont la preuve vivante du succès du travail d'organisation d'ONIWG pour faire en sorte que tous les travailleurs de l'Ontario demandent justice pour les travailleurs accidentés.

Un autobus rempli de travailleurs, dont beaucoup d'entre eux étaient des retraités, est venu de Peterborough où ils se battent pour obtenir une indemnité pour les travailleurs qui sont devenus malades à cause des substances toxiques utilisées depuis 1945 dans l'usine de General Electric.

Le rassemblement a accueilli les participants du tour Cyclistes pour la justice, Peter Page, Richard Hudon et Nicole Simpson qui ont passé la semaine qui précède le rassemblement à faire leur tournée en commençant par Ottawa, puis, Cornwall, Brockville, Kingston, Belleville, Cobourg, Oshawa et finalement Toronto. Peter, au nom des cyclistes, a expliqué qu'ils ont rencontré des maires et des

conseillers dans ces communautés pour les appeler à demander au gouvernement provincial qu'il indemnise équitablement les travailleurs blessés par le biais de la CSPAAT, au lieu de nier leurs réclamations et les contraindre à faire appel aux programmes de l'Ontario pour les handicapés et Ontario au travail, ce qui a pour effet de rejeter le fardeau de la responsabilité des travailleurs blessés sur le dos des gouvernements municipaux.

Le président de la Fédération des travailleurs de l'Ontario, Chris Buckley, s'est adressé aux gens présents et a dit que la lutte des travailleurs accidentés est la lutte de tous les travailleurs de l'Ontario. Tous ont le droit de travailler dans un endroit de travail sécuritaire et les programmes gouvernementaux d'indemnisation des travailleurs doivent couvrir tous les travailleurs sans exclusion, a-t-il déclaré. Gerry Leblanc du Conseil des métallos de la région de Toronto a dit qu'il faut que la Loi Westray soit mise en oeuvre alors que, jusqu'à maintenant, une seule peine d'emprisonnement pour un seul employeur responsable d'une mort au travail a été imposée. Alejandro Bravo, un porte-parole de la campagne Quinze dollars et Justice a parlé des succès de la campagne et du travail qui reste à faire pour la sécurité au travail, en particulier pour les travailleurs temporaires dans des secteurs comme la construction et pour ceux qui sont employés par les agences d'emplois temporaires.

Après le rassemblement, les participants ont marché jusqu'au ministère du Travail. À leur arrivée, ils ont été accueillis par une mer de drapeaux roses alors que des centaines de membres du SCFP-Ontario ont défilé à l'occasion de leur congrès pour se joindre aux travailleurs accidentés et demander eux aussi que soit reconnu le droit de tous les travailleurs d'être indemnisés lorsqu'ils sont blessés ou qu'ils deviennent malades au travail.

Le président national du SCFP, Mark Hancock, s'est adressé aux participants, de même qu'un porte-parole du SCFP du Conseil ontarien des syndicats des hôpitaux. Sue James, au nom du grand contingent de travailleurs de General Electric de Peterborough, a expliqué le travail d'organisation qu'ils font pour s'assurer que les réclamations des travailleurs exposés aux substances toxiques dans l'usine soient reconnues et pour exiger que la CSPAAT, qui a laissé tomber ces travailleurs durant toutes ces années, fasse l'objet d'une enquête. Janice Martell, dont le père est décédé quelques jours auparavant, a parlé de la lutte pour la justice pour lui et pour les 20 000 autres mineurs et travailleurs des raffineries qui ont été exposés à la poudre McIntyre - qui contient la neurotoxine aluminium - dans les mines du nord de l'Ontario.

Willie Noiles, le président d'ONIWG, a dit aux participants au rassemblement que les groupes de travailleurs accidentés se concentrent sur trois demandes d'amendements au système d'indemnisation en vue des prochaines élections provinciales de 2018 :

- la CSPAAT doit cesser d'assumer que les travailleurs accidentés ont un emploi, elle doit cesser de prétendre que les travailleurs blessés sont employés lorsqu'ils ne le sont pas, et doit offrir une indemnisation complète aussi longtemps que dure l'invalidité ;

- la CSPAAT doit cesser d'ignorer systématiquement les conseils des prestataires de soins de santé pour les travailleurs accidentés et de rejeter les opinions médicales selon lesquelles un travailleur blessé n'est pas prêt à retourner au travail. La CSPAAT doit accorder la priorité à l'équipe responsable de soins de santé du travailleur blessé ; et

- la CSPAAT doit mettre fin à la pratique qui consiste à réduire ou à éliminer les prestations des travailleurs blessés en fonction de ce qu'ils considèrent comme des « conditions préexistantes » - souvent les signes de dégénérescence causés par une vie à travailler durement - et doit traiter toutes les blessures professionnelles sur un pied d'égalité.



Le dernier intervenant qui a pris la parole devant les bureaux du ministère du Travail a été Fred Hahn, le président du SCFP-Ontario, un allié de longue date de la lutte des travailleurs accidentés. Il a déclaré en guise de clôture du rassemblement : « Nous allons obtenir justice pour les travailleurs blessés ! Justice, maintenant ! »

À la suite du rassemblement, de nombreux travailleurs accidentés et leurs alliés ont participé à une table ronde intitulée « Lutter contre les substances toxiques et le travail non sécuritaire », sur le travail d'organisation dans différents secteurs pour le droit à un lieu de travail sécuritaire et une indemnisation totale lorsqu'ils sont blessés ou deviennent malades au travail.

## Reportage photo

### Rassemblement à Queen's Park et marche le 1er juin















**Rassemblement au ministère du Travail**









## Table ronde : Lutter contre les substances toxiques et le travail non sécuritaire



## Vigile « Nuit sans sommeil à Queen's Park » le 31 mai







**Cyclistes pour la justice, du 25 mai au 1er juin**



**Port Darlington, Hôtel de ville de Toronto**



**Cobourg ; Port Hope**



**Belleville**





Cornwall ; Brockville ; Kingston



Ottawa

(Photos : Forum ouvrier, ONIWG, N. Simpson, IAVGO, K. Taghabon, SCFP, TUAC, FTO)



**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

Site web: [www.pcml.ca](http://www.pcml.ca) Email: [forumouvrier@pcml.ca](mailto:forumouvrier@pcml.ca)